

ECHOS DU NORD

Hebdomadaire Gabonais d'informations paraissant le lundi 10^e année



«Change. Believe»
Barack Obama

N°384 du Mercredi 21 Décembre 2016 - Prix : 600 F.CFA



Interview exclusive de Thibaut Adjatys, membre de la diaspora gabonaise en France

« ...que les gens nous comprennent bien ce n'est pas une lutte entre Ali Bongo et Ping, mais c'est entre Ali Bongo et le peuple gabonais »

Lire en page 4



CAN 2017

Issa Hayatou veut braver les incertitudes

Lire en page 6

Education

La grogne des élèves commence à gagner tout le secteur

Lire en P2

Dialogue national pour l'alternance

La junte sent la terre se dérober sous ses pieds

Lire en P4

Développement

La politique agricole du Gabon se résume à « une foire »

Lire en P7

Condoléances

Très touchés par le décès à Toulouse en France de madame Aimée Hortense Midzié mi Nguema, veuve Edou Abessole Guillaume, Désiré Ename, Antoine Sima ye Ndong, Raïssa Oyasseko et l'ensemble du groupe Nord Edition Sarl, présentent à leur grand frère le 6e Vice-Président du Sénat, Sénateur du 2e arrondissement d'Oyem Jean Christophe Owono Nguema, ainsi qu'à toute sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les assurent de leur soutien moral en cette douloureuse et pénible épreuve. Ils prient le Très Haut de donner de la force à cette famille affligée pour lui permettre de traverser cette pénible et douloureuse circonstance. Quant à « Aimée » que le Très Haut t'ouvre grandement les portes du Paradis.

Réaction de la junte au dialogue national pour l'alternance

Le chaos à nos portes

Lire en pages 3, 4, 5 & 6



Le ministre Matha, flanqué de son collègue de la Défense, et principal collaborateur de BOA à la présidence, a tout de même voulu prendre à témoin «la communauté nationale et internationale sur les risques de dérives que de tels propos pourraient entraîner», rappelant, au passage, que « l'exercice [des libertés de conscience, de pensée, d'opinion, d'expression, de communication, de religion, d'aller et venir] est conditionné par le respect de l'ordre public ».

Même pas peur !

Toute l'après-midi d'hier deux véhicules avec à leur bord des éléments de la GR clairement identifiés n'ont pas arrêté leur balai devant le siège de notre journal. Nous avons ouvert grandement la porte pour qu'il n'ait pas à la forcer avec des obus comme au siège de Jean Ping. Ainsi, ils n'auraient eu qu'à tirer lâchement sur des journalistes armés de leur plume. Comme ce fut le cas sur des civils à mains nues au siège de Jean Ping. Avec l'avantage à Echos du Nord qu'ils n'auront pas à gravir des escaliers et casser des portes. Après le raid des troupes du CEDOC, nous n'excluons pas un seul instant que Frédéric Bongo Ondimba, coutumier du fait après l'assaut lâche chez Jean Ping, soit tenté d'effectuer une visite chez nous. Après Charlie Hebdo, cela pourra encore se produire n'importe où. La preuve que la peur n'est pas dans notre camp est que nous sommes toujours là, nos plumes à la main. Et serons toujours là pour ne jamais vous laisser dans cette impunité dont vous êtes convaincus. Alors...MÊME PAS PEUR !

LETTRE AUX PUTSCHISTES CHARGES DE L'INTERIEUR ET DE LA DEFENSE

Messieurs,

Il me coûte beaucoup de vous adresser cette philippique, me demandant si vous comprendrez sa quintessence. Mais il aurait été pire de rester silencieux face au triste spectacle que vous avez offert au monde entier, en bons gardiens de l'archaïsme, lundi sur le plateau de Gabon Télévision. Il fallait donc vous attendre à ce qu'on tire à boulets rouges sur vous après votre incartade. « Si tu te fais miel, les mouches te mangeront », disait mon grand-père. Après le discours de l'opposant Jean Ping à l'ouverture du dialogue qu'il a initié en tant que vrai vainqueur de la dernière élection présidentielle, vous êtes montés au créneau pour fustiger son comportement et menacer de le faire arrêter. Vous n'êtes que deux guignols au service d'un imposteur aux abois ! Vos menaces ne font pas peur à Jean Ping. Comme il l'a dit lui-même, il ne reculera devant rien. Il a le soutien du peuple gabonais et il ne peut que vaincre sa pusillanimité. Mon aïeul disait : «Celui qui est sur le dos de l'éléphant ne craint pas la rosée.»

Vous n'ébranlerez pas sa détermination à mettre le holà à votre forfaiture, à affirmer la maturité des citoyens gabonais, à créer une ambiance d'unité nationale sincère, productrice d'activités créatrices et à engager le Gabon sur la voie du progrès. Ne pensez pas que vous pouvez voler la victoire du peuple et continuer à vous la couler douce. Vous confondez les époques ! Les Gabonais ont acquis une nouvelle conscience citoyenne qui ne leur permet plus d'être les marchepieds des imposteurs. Vous êtes donc très mal tombés. « Celui qui arrive le dernier à la source ne puisse que de l'eau trouble », observait mon papy.

Messieurs, remettez en question votre paralysie de la pensée, à l'origine de votre obscurantisme, de vos incongruités et de vos forfaitures conscientes ou inconscientes. Cette démarche de menacer les citoyens qui réclament pacifiquement le respect de leur vote démontre à suffisance que vos consciences vivent un état de délabrement avancé tel que vous élevez l'arbitraire et l'absurde au rang de maximes dans notre pays. Les Gabonais ont tellement subi votre tyrannie qu'ils ne se laisseront plus influencer par vos menaces. Si vous aspiriez réellement à la paix du cœur, il ne fallait pas voler la victoire au peuple.

(Suite en page 2)

LETTRÉ AUX PUTSCHISTES CHARGES DE L'INTERIEUR ET DE LA DEFENSE

Suite de la page 1

Mon grand-père disait : « Si tu ne veux pas que la panthère entre dans ton village, ne prends pas l'antilope qu'elle a tuée. »

Sur le plateau de la télévision nationale, vous vous êtes comportés en deux gâteaux catapultés défendant leur bifteck. Votre gag a fait pouffer les pourfendeurs de votre régime. Votre parole ne comptant pas, vous ne comptez plus, car un homme ne compte plus quand sa parole ne compte pas. Au lieu de vous enliser dans une distraction de très mauvais goût qui révolte les Gabonais, vous gagneriez à faire profil bas. N'allez plus à rebours de l'histoire. « Celui qui rame à contre-courant faire rire les caïmans », m'expliquait mon papé, grand pêcheur de son époque.

Pour conserver le pouvoir, vous êtes prêts à éliminer physiquement Jean Ping et ses compagnons de lutte. Si vous commettez cette erreur, vous précipitez le Gabon dans un cercle infernal de la violence. Car les Gabonais préféreront se sacrifier pour venger leurs martyrs. Si vous ne souffriez pas d'un déficit d'intelligence et de clairvoyance, vous ne nourriez pas cette idée. Ce serait ouvrir une porte que vous ne pourriez plus refermer, une véritable boîte de Pandore. Alors, renoncez à votre projet funambulesque. Mon pépé disait : « Si le courant est très fort, il faut renoncer à traverser la rivière. »

Souvenez-vous des émeutes déclenchées par l'assassinat de Joseph Rindjambé en 1990. A l'époque, le pouvoir d'Omar Bongo, qui était pourtant l'un des plus solides sur le continent africain, a véritablement vacillé. Qu'en serait-il alors de votre régime construit sur du sable mouvant ? Toutes les grandes dictatures ont été emportées par des tempêtes nées ex nihilo. Votre chute ne fera donc pas l'objet d'une préparation ex materia. Tous les signes dans ce sens sont déjà réunis. « Si tu vois le lion lécher ses testicules, c'est que la chasse à l'antilope est terminée », m'expliquait mon grand-père.

Messieurs, retenez que le tribunal de l'histoire vous jugera pour avoir fomenté un complot en vue de l'assassinat de l'espoir du peuple. Renoncez à tous les postes que vous occupez illégalement, car la nation ne peut plus se payer le luxe d'entretenir des pensionnaires improductifs, parasites, alors que la désespérance atteint le fatalisme. Tous vos calculs visant à exterminer les opposants et à garroter d'autres citoyens récalcitrants font pouffer ces derniers. « Quand les chats se mettent à prédire que la chasse sera bonne, les souris se mettent à rire », aimait à dire mon aïeul.

Jonas MOULENDA

Programme des obsèques de Madame Mindze Mi Nguema Aimée Veuve Edou Abessolo Guillaume

Mardi 27 Décembre 2016

• 17h30 Arrivée du corps à Libreville en provenance de Paris

• 19h Exposition du corps à la résidence de la défunte sise au Quartier NzenzAyong

• 22h Levée du corps pour la Paroisse Protestante de Gros Bouquet, suivie d'une veillée jusqu'au matin.

Mercredi 28 décembre 2016

• 6h Départ pour Oyem

• 16h Arrivée à Oyem. Exposition du corps au domicile familial d'Adjougou (Baron)

• 19h Levée du corps pour le Centre Communautaire d'Oyem (CCO), suivie d'une veillée

Jeudi 29 décembre 2016

• 11h Culte mortuaire au CCO

• 13h Inhumation au Cimetière familial à Anvam

• 20h Transfert du deuil à Oveng Essadone par Bitam

Vendredi 30 décembre 2016

• Matinée : Poursuite du deuil à Oveng Essadone

• 14h : Réception des invités

• 16h : Conseil de famille et retour des délégations.

« Je pars rejoindre mon Père, cela mérite une fête ! »

Aimée a souhaité que la bonne humeur soit l'état d'esprit général lors de ces obsèques. Elle a consigné cette volonté dans un courrier daté du 17 février 2016. Elle rejoint la maison de Père dans son esprit, elle ne doit pas être accompagnée à cette demeure, par le chagrin et les pleurs. « Accroc de l'élégance jusqu'au bout », elle demande :

A ses filles, sœurs, tantes... d'arborer ce jour des tailleurs ou robes de couleur blanc sur des chaussures à talon ou plate blanches.

A ses fils, neveux, frères et cousins... Costume de ville sombre chemise à leur choix.

Taquine jusqu'au bout !



Education

La grogne des élèves commence à gagner tout le secteur

Par Sophie Beuve Mery

Les élèves du lycée Mabignat ont décidé d'emboîter le pas à ceux du lycée d'Etat. Elèves et enseignants dehors. C'est le spectacle auquel tous ceux qui passaient hier par là, non loin du bureau de Poste d'Akebe, ont assisté. Ce n'était pas l'heure de la récréation encore moins la fin des cours. Les élèves ont fermé les classes pour manifester leur mécontentement face au mutisme du gouvernement sur les problèmes qui touchent le secteur éducatif.

Tout est parti du collège Mabignat, où les élèves, de la 6e en 3e, ont décidé de tout barricader. Voyant que leurs aînés du lycée étaient toujours en classe, ils sont allés les mettre dehors et ce, malgré la résistance de quelques enseignants expatriés qui ont été priés de ne pas représenter un obstacle à l'expression de revendications légitimes. Les élèves se plaignent de dépenser en pure perte en allant en classe chaque matin, mais de passer des journées entières parfois sans faire cours. Les plus chanceux peuvent avoir deux cours par jour. Ils sont d'autant frustrés que nombreux habitent loin. Ils prennent donc des risques



pour se retrouver à errer dans l'établissement. « J'habite Angondje. Chaque matin, je me lève à 5 heures du matin pour venir en classe. Lorsque j'arrive, les enseignants ne sont pas là à cause de leur grève. Nous en avons marre de cet apprentissage à deux vitesses. Certains enseignants viennent faire cours, d'autres non. Comment allons-nous être évalués ce trimestre si nous n'avons cours que dans trois matières ? Nos enseignants veulent faire cours, mais il faut que le gouvernement résolve d'abord leurs problèmes. Qu'est-ce qu'il attend pour le faire ? », s'est plaint, un élève de la 3e.

Depuis la date officielle de la rentrée des classes, les deux syndicats des enseignants du primaire et du secondaire ont lancé des

mots d'ordre de grève pour amener le gouvernement à satisfaire les revendications qu'ils mettent sur la table depuis des années. Outre les conditions de travail (déficit de structures d'accueil à l'origine des effectifs pléthoriques, de matériel didactiques...), il y a leurs conditions de vie. Quantité d'enseignants ne sont toujours pas titulaires de postes budgétaires. Le cas de chargés de cours au préprimaire sous-payés à 80 000 FCFA alors que promesse été faite par Ali Bongo de porter le revenu minimum à 150 000 FCFA. D'autres enseignants titularisés attendent toujours de percevoir leur rappel. Sans oublier le paiement des vacances liées aux examens de fin d'année. Là aussi, l'Etat accumule des arriérés depuis des années.

Hormis l'absence d'ensei-

gnants, les élèves de Mabignat n'en peuvent plus d'apprendre dans des conditions plus qu'exécrables. Sureffectifs, manque de tables-bancs, tableaux en mauvais état. C'est tous ces manquements qui ont mis le feu aux poudres. « Il faut peut-être que nous manifestations comme nos camarades du lycée d'Etat pour que le ministre de l'Education daigne penser venir jouer les pompiers. La question des tables-bancs reste entière dans tous les établissements du Gabon. Il a fallu que ceux du lycée d'Etat en viennent à manifester pour avoir droit à une centaine de tables-bancs. Nous, nous voulons nos enseignants et travailler dans de bonnes conditions. Assez de cette éducation au rabais », a renchéri un élève de terminale.

Le mouvement qui a commencé la semaine dernière au lycée d'Etat risque de prendre de l'ampleur. Si le gouvernement des putschistes peut, pour le moment, compter sur les vacances de Noël, rien ne garantit que de retour des vacances, les choses ne vont pas reprendre avec acuité, tant les élèves auront plus de possibilités de s'accorder entre eux et de trouver la meilleure façon de revendiquer leurs droits.

Communiqué de presse du Parti Souverainistes-Ecologistes suite au rapport de la Mission d'Observation Electorale de l'Union Européenne au Gabon de l'élection présidentielle du 27 Août 2016

Le Parti Souverainistes-Ecologistes prend note que le rapport attendu de la mission de l'Union Européenne sur l'élection présidentielle du 27 août 2016 a finalement pu être officiellement communiqué aux différentes parties gabonaises intéressées.

A cette occasion, il tient à saluer le courage et la détermination de ces différents experts qui, bien que venus observer cette élection à l'initiative du gouvernement d'Ali BONGO, ont rencontré d'énormes difficultés dans la conduite de leur mission.

De cet important rapport, le Parti Souverainistes-Ecologistes retient tout d'abord, qu'à l'instar de ce que nous avons sans cesse affirmé, la mission a observé que les institutions en charge des élections au Gabon ne sont pas neutres. Elles agissent en faveur du pouvoir et constituent de ce fait une réelle entrave à l'expression démocratique dans notre pays.

Ensuite, le Parti Souverainistes-Ecologistes note que les observateurs européens ont mis en évidence la victoire incontestable du candidat Jean PING et ce, en dépit des manipulations grossières de la CENAP et de la Cour constitutionnelle. Au demeurant, il convient d'indiquer que les experts de haut niveau mandatés par l'Union Africaine ont établi le même constat. L'Union Européenne qui défend les valeurs universelles de liberté et les principes démocratiques vient de prendre la mesure du régime dictatorial qui sévit au Gabon, pour en avoir été vic-

time à travers ses membres qui ont fait l'objet de menaces ainsi que d'une campagne visant à porter atteinte à sa crédibilité...

Aussi, sa mission d'observation ne saurait se limiter à constater tout simplement les dénis de droits, de justice et de démocratie qui ont permis à Ali BONGO, porté par la violence, de se maintenir au pouvoir.

Le 27 août 2016, les Gabonais, voulant manifestement tourner le dos à cinquante ans de règne d'une même famille et d'un même parti politique, se sont choisis un nouveau Président de la République en la personne de Jean PING.

Malheureusement cette volonté clairement exprimée dans les urnes est aujourd'hui contrariée par l'entêtement d'une minorité de prédateurs qui tue la République, menace le vivre ensemble et obère la prospérité commune.

Face à cette situation, le Parti Souverainistes-Ecologistes, dans l'intérêt bien compris de tous et de chacun, invite les démocrates du monde entier à condamner le régime BONGO-PDG, exhorte les partenaires du Gabon à ne plus collaborer avec des dirigeants déchus par le suffrage universel qui tirent à balles réelles sur des femmes, des jeunes et des hommes désarmés.

Au sujet de ces violences post-électorales, les chancelleries étrangères installées au Gabon ne peuvent ignorer les circonstances dans lesquelles s'est opéré ce terrorisme d'Etat, principalement à Libreville et Port- Gentil. Ces événements font désormais l'objet

d'une plainte auprès de la Cour Pénale Internationale à l'initiative de la Société civile, des victimes de la répression ainsi que du Président Jean PING.

En démocratie il n'y a pas de plus grand moment de dialogue que celui d'une élection, particulièrement les élections générales. L'élection présidentielle d'août 2016 a ainsi permis d'évaluer et d'apprécier l'état de la nation et les moyens de son développement. A la suite de ce grand débat, les citoyens gabonais ont rendu un verdict sans ambiguïté et en rejetant Ali BONGO et en élisant clairement Jean PING.

Selon les principes universels de démocratie endossés par les Etats Membres des Nations Unies, de l'Union Africaine et de l'Union Européenne, Il n'y a pas d'autre issue que le respect du suffrage universel.

Il n'y a pas de paix qui puisse enterrer la démocratie, car la démocratie est le substrat d'une paix durable.

Nous connaissons trop bien les limites désastreuses des multiples dialogues trompeurs servis par le pouvoir BONGO-PDG depuis 1990 en complicité avec une certaine Communauté Internationale. Le peuple gabonais n'en a pas tiré profit.

Enfin, le Parti Souverainistes-Ecologistes appelle le peuple gabonais à persévérer dans la résistance comme il le fait admirablement depuis le 31 août dernier.

Fait à Libreville, le 17 décembre 2016

Dialogue national pour l'alternance

« Toutes les options sont sur la table »

Par Jean Michel Sylvain

Le discours de Jean Ping, le président élu par les Gabonais, comme le confirment les rapports de l'Union africaine et de la mission d'observation européenne de l'élection présidentielle (MOE), a fait mouche lundi dernier, à l'ouverture du dialogue national pour l'alternance, à Libreville. Sa formule a été accueillie sous des applaudissements nourris. Le peuple gabonais avait du mal à comprendre la posture très diplomatique de son élu, depuis la proclamation des résultats frauduleux par la belle-mère de BOA, Marie-Madeleine Mborantsuo ou « *appelez-moi dieu* ». En indiquant très solennellement que « *toutes les options sont sur la table désormais* », Jean Ping ne pouvait que rassurer un peuple impatient d'en finir avec le régime cinquantenaire des Bongo Ondimba-PDG.

La junte militaro-putschiste au pouvoir au Gabon a également accusé le coup. Dès 20 heures, une célérité qui ne se justifie qu'en cas de danger extrême de la nation, deux représentants du gouvernement de la junte, les putschistes Lambert Noël Matha et Etienne Massard Kabinda Makaga, sont venus dire, sur les ondes de Gabon Télévision, que de telles déclarations sont « *irresponsables* ». La réplique était une affaire très sérieuse pour la junte, au point que le duo n'a pas voulu laisser à l'escroc et délinquant sexuel Alain Claude Bilié by Nzé la primeur de la réaction de la junte, en sa qualité de porte-parole du gouvernement des putschistes. Un comportement qui traduit la panique et qui signifie que la peur a définitivement changé de camp. La junte qui ne connaît



que le langage de la force a vu dans les propos de Jean Ping une quasi-déclaration de guerre. Elle s'y prépare désormais. La présence du putschiste chargé de la Défense aux côtés de celui de l'Intérieur, indique très clairement que tout acte de Jean Ping et ses soutiens pour revendiquer leur victoire sera réprimé par les forces de défense. Sans oublier que BOA, de tout temps, dit à qui veut l'entendre – il l'a fait devant les nombreux profito-situationnistes (PS), dont la putschiste Estelle Ondo – que Denis Sassou Nguesso finance Jean Ping. Il croit sans doute que le chef de l'Etat congolais serait prêt à « *ordonner à son armée* » d'entreprendre une expédition au Gabon. Ce qui relève du pur fantasme.

Ce que la junte feint d'oublier, c'est que Jean Ping ne possède ni armes, ni une armée. Et que Denis Sassou Nguesso, qui a de nombreux soucis dans son pays, ne lui a donné aucune arme, encore moins aucune armée. Jean Ping a seulement sa légitimité. Fruit du vote de la très large majorité des Gabonais en sa faveur. C'est cela sa force. C'est sur cette arme, plus redou-

table que n'importe quel canon ou n'importe quelle armée, que Jean Ping compte s'appuyer pour faire reconnaître à la junte qu'elle fait fausse route. C'est cette légitimité qui a fait fuir vers d'autres cieux l'autocrate Ben Ali de la Tunisie. Il disposait pourtant d'une armée et d'une police très puissantes. Malgré tout, la volonté du peuple a triomphé. Il en a été de même d'un autre autocrate Hosni Moubarak. Il a été vaincu par la volonté du peuple égyptien sans que celui-ci n'ait eu recours à l'usage des armes. La junte, qui s'apprête à engager à nouveau son armée et ses supplétifs contre ce peuple non armé, risque de subir le même sort. Surtout que le temps joue en sa défaveur. Ses soutiens français, Ayrault, Valls et Hollande (le trio AVH) ne représenteront plus rien à compter du mois prochain. Les regards étant désormais tournés vers François Fillon, le très probable futur président français à partir de mai 2017. Il est évident qu'il n'acceptera pas de nouveaux massacres de la milice de BOA sur la population gabonaise. A l'image de ce que AVH ont avalisé, même au

prix de la mise en danger de leurs propres nationaux, en permettant à BOA de tuer impunément des dizaines de Gabonais. Du côté des Etats-Unis, la

situation est même pire. Donald Trump, qui ne s'embarrasse pas de formules diplomatiques, n'aura pas la même attitude « *feutrée* » de Barack Obama. L'actuel président des Etats-Unis a été très actif en coulisses lors du déclenchement de la crise postélectorale, sans jamais prendre publiquement le contrepied de la France du trio AVH. L'Europe non plus ne restera passive. Certains responsables européens, qui hésitent encore entre sanctions et statu quo, n'auront plus de raison de le faire si BOA s'avise de nouveau à lancer son armée contre le peuple. Ils épouseront l'avis de leurs collègues qui croient à la crédibilité du rapport de la MOE et poussent actuellement, au parlement européen, à l'adoption d'une

résolution contre le Gabon. Ce qui va laisser la voie libre pour que des sanctions soient prises contre la junte.

A de nombreuses occasions, Jean Ping a démontré qu'il était écouté par le peuple qui l'a élu. La journée du deuil national décrété le 6 novembre dernier, très suivie, en a été la parfaite illustration. Il est clair que la forme que prendra la revendication du pouvoir, selon les résolutions qui seront adoptées au cours du dialogue national pour l'alternance aura un retentissement particulier. Puisque ce *modus operandi*, adopté par tous, deviendra le mot d'ordre vendredi prochain au cours du grand meeting de clôture de ces assises. Face à cela, l'armée de la junte ne pourra rien.

« ...Tout peut arriver, à n'importe quel moment »

Par Pierre Durand

« *Nous avons épuisé toutes les voies légales, maintenant tout peut arriver, à n'importe quel moment.* » C'est un passage à retenir de la déclaration de Jean Ping, en présence du corps diplomatique accrédité dans notre pays, à l'ouverture du dialogue national pour l'alternance (DNPA). Baliser la route qui mène vers l'alternance politique au Gabon, depuis la conférence nationale de 1990. Selon les organisateurs, il s'agit de jeter les bases de la nouvelle République, le tout, dans un contexte encore marqué par la douleur des massacres de la crise postélectorale, qui a fait des centaines de morts. Certains agents de la Garde républicaine, sous couvert de l'anonymat, affirmant avoir assisté à l'enterrement, puis à l'exhumation, par crainte de la Cour pénale internationale (CPI), de plusieurs corps.

Les cinq commissions mises en place (Revendication de la victoire, Crise postélectorale, Crise sociale, Gouvernance et Expression libre) ont vocation à montrer la voie à suivre, à décliner un agenda pour la prise du pouvoir, en organisant la résistance. Il est donc clair que le DNPA n'est pas une préparation au dialogue de BOA, Jean Ping l'avait fait entendre lors de son séjour euro-américain : « *On ne dialoguera pas avec les assassins.* »

C'est aussi un exercice de démocratie. Si Jean Ping n'entend pas influencer les décisions des participants, il va plutôt les intégrer. Ce sont les Gabonais qui, dans



leur devoir de prendre en main leur destin, vont déterminer le cap, les actions et l'agenda à suivre. Au nom du comité d'organisation, sa présidente, Paulette Missambo, a promis de « *garantir l'expression libre* » à tous les participants. Si BOA avait une once de génie politique, il viendrait négocier une sortie honorable, en implorant la clémence. Il a ordonné des massacres le 31 août, qui feront l'objet d'une enquête de la CPI saisie par Jean Ping.

« Faire le ménage »

Des massacres savamment planifiés, avec un dispositif connu de l'armée française, puisqu'une brigade du Groupement blindé d'intervention (GBI) de la GR était stationnée au Jardin botanique, à l'entrée du camp de Gaulle. L'autre brigade, constituée de la section d'intervention de la cité de la Démocratie était installée au lieu dit Lac bleu. Sur le terrain, c'est le chef d'état-major particulier de BOA (le général Amvame), qui attendait des instructions. C'est quand tous les dispositifs étaient prêts que BOA, depuis la Pointe-Denis où il s'était retranché, avait

donné l'ordre à Amvame de « *faire le ménage* » au QG de Jean Ping, aux Charbonnages. « *Appui aérien de l'hélicoptère de la GR, troupes au sol armées de canons à infrarouge, coupure d'électricité et tir sur des manifestants sans armes, ils récupéraient tous les corps qui tombaient, il fallait le faire avant le jour, puis on a envoyé la police achever le reste... C'était mauvais ce que le général Amvame a fait* », confesse, avec regret, un agent de la GR commis dans ces opérations. Des détails connus des services de renseignements français. Et aujourd'hui de la communauté internationale. Il reste moins évident que BOA puisse collaborer à cette enquête et se livrer, en tant que principal commanditaire et bénéficiaire desdits massacres.

Une issue est certaine de ce dialogue, c'est l'alternance politique et institutionnelle. Elle est désormais incontournable. Le DNPA était prévu pour rassembler les 500 participants. Le compteur affichait 6 600 inscriptions lundi soir. C'est dire la mobilisation. En attendant le grand meeting de vendredi à Nzeng-Ayong.



Dialogue national pour l'alternance

La junte sent la terre se dérober sous ses pieds

Par Arthur Page

Le chargé de l'Intérieur dans le gouvernement des putschistes, Lambert Noël Matha, a fait une déclaration aux relents martiaux lundi soir sur les antennes de Gabon Télévision. Aux côtés du responsable de la junte en charge de la Défense, Etienne Massard Cabinda, le putschiste qui en sait plus qu'un rayon sur la cause des « anomalies » constatées par la mission d'observation européenne (MOE), qui entachent les résultats de l'élection présidentielle dans sa province natale du Haut-Ogooué, est venu menacer le peuple gabonais qu'il ne « saurait tolérer les troubles à l'ordre public sur tout le territoire national ». Car en s'en prenant à Jean Ping, Matha doit savoir qu'il s'en prend directement au peu-

ple gabonais. Le président élu par les Gabonais, comme le confirment les rapports de l'Union africaine et la MOE, ne parle pas en son nom. Il ne fait que traduire dans ces propos la volonté du peuple gabonais qui est de se débarrasser de ce pouvoir. Les institutions qui étaient chargées de déclarer cette volonté largement exprimée par les Gabonais le 27 août dernier ont failli. Elles se sont plutôt livrées à l'exercice honteux de corruption et de manipulation des résultats issus des urnes. Dans son rapport, la MOE pointe le doigt sur le ministère de l'Intérieur particulièrement. Lambert Noël Matha, qui en était le secrétaire général au moment des faits, est, selon ce rapport, l'un des auteurs de cette forfaiture. A ce poste plus de deux décennies durant, Matha a joué



un rôle déterminant dans toutes les manipulations des résultats des élections politiques. Ce qui lui vaut le sobriquet de « Monsieur Fraude électorale ». Après avoir pris autant de liberté avec la Constitution, en déniaut au peuple gabonais l'exercice de sa souveraineté, pourtant proclamé en préambule et précisé

dans l'article 3, le putschiste veut évoquer la même Constitution qui l'autorise à ne pas « tolérer » les troubles à l'ordre public. « Monsieur Fraude électorale » n'a aucune crédibilité quand il évoque la Loi fondamentale. Par son action répréhensible au ministère de l'Intérieur, il a permis au groupe ministère

de l'Intérieur-Cenap-Cour constitutionnelle de s'attribuer cette souveraineté. Violant ainsi l'article 3 à son alinéa 2, qui dispose qu'« aucune section du peuple, aucun groupe, aucun individu ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté nationale ». Le putschiste Matha ne s'est pas arrêté à cette simple mise en garde contre le peuple. Il a le plus naturellement du monde déclaré que « le Gabon est un Etat de droit ». Peut-être pense-t-il qu'il suffit pour n'importe quel Etat de disposer d'une Constitution (sans cesse remaniée selon les caprices du prince), d'un Code pénal et civil, d'un appareil judiciaire et d'un exécutif (illégitime) pour être un Etat de droit. N'en déplaise à Lambert Noël Matha, pourtant diplômé de l'Ecole nationale d'administration (Ena), le Gabon de la junte est encore très loin d'atteindre les standards d'un Etat de droit !

Dans un Etat de droit, on ne vole pas une élection. On respecte la volonté du peuple exprimée par son vote. Matha a été au cœur des manipulations des résultats de l'élection présidentielle dans sa province du Haut-Ogooué. Par ce fait, il a signifié que le Gabon n'était pas un Etat de droit. De même, dans un Etat de droit, on ne planifie pas les massacres de sa population au nom de la volonté d'un individu de s'accrocher au pouvoir. On n'arrête pas des individus en dehors de toute procédure judiciaire. On ne laisse pas impunis des assassinats et tentatives d'assassinat sans ouvrir des enquêtes pour arrêter les auteurs. On n'assimile pas l'avocat à son client au point de vouloir s'en prendre à lui physiquement. On ne légifère pas en lieu et place du Parlement – M a r i e - M a d e l e i n e Mborantsuo est friande de cet exercice. Bref, dans un Etat de droit, on respecte d'abord la loi. La junte arrête et séquestre de nombreuses personnes sans raison. L'ancien député du Haut-Ntem Bertrand Zibi Abeghe est dans les geôles de la junte pour avoir joui de sa liberté d'expression et de conscience en démissionnant du Parti démocratique gabonais (PDG). Le putschiste Matha a pourtant bien dit que « la liberté de conscience et d'expression » étaient garanties au Gabon à chaque citoyen. Pourquoi alors l'ancien député et le citoyen gabono-américain Amiar Washington, par exemple, peuvent-ils être détenus pour ce motif dans cet Etat de droit ?

Enfin, dans un Etat de droit, l'éthique et la morale guident le comportement des hommes publics. Un res-

ponsable d'un Etat de droit ne peut pas être pris en porte-à-faux, même dans sa vie privée, et continuer, comme si de rien n'était, à assumer sa charge. Le ministre allemand de la Défense Karl-Theodor zu Guttenberg a démissionné en 2011 après des accusations de plagiat dans sa thèse de doctorat en droit. Il est parti du gouvernement d'Angela Merkel en présentant ses « excuses à tous ceux qui » estimaient qu'il les avait « offensés ». Jérôme Cahuzac, le tout premier ministre du Budget de François Hollande, a rendu le tablier pour avoir menti au Parlement et au président français sur la détention d'un compte offshore non déclaré au fisc français. Il vient d'être condamné à trois ans de prison pour fraude fiscale. On peut multiplier les exemples dans ce sens. Mais, dans l'Etat de droit du Gabon version Lambert Noël Matha, un responsable de haut niveau, Alain Claude Bilié by Nzé, déjà escroc notoire et ancien tôlard, peut parfaitement se retrouver dans la chambre à coucher, au domicile conjugal, de sa collaboratrice, sans que cela n'émeuve celui qui fait office de chef de l'exécutif. Quoi de plus normal ? Lui-même BOA, le chef de la junte, peut parfaitement dire qu'il est titulaire d'un doctorat en droit au lieu de géographie (thèse du reste sujette à caution), sans que cela ne lui cause un problème de conscience. Il peut parfaitement se présenter à l'élection présidentielle bien qu'il ne possède pas d'acte de naissance authentifié, perdre le scrutin et se faire proclamer vainqueur. Des dizaines de Gabonais peuvent être massacrés sans que personne ne songe à ouvrir une enquête. Un tel Etat, n'en déplaise à Lambert Noël Matha, est une dictature. Le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a qualifié le Gabon de BOA ainsi il y a quelques années. Au vu de la dégradation du contexte socio-politique, ce qualificatif est toujours d'actualité. « Monsieur Fraude électorale » sait qu'un tel climat ne peut que pousser le peuple à réagir pour retrouver ses droits bafoués. A commencer par sa souveraineté qu'elle doit se réapproprier rapidement. Le putschiste appelle cela « de la défiance » face à des institutions qu'il sait illégitimes. Dans ce cas, il n'aura guère d'autre choix que de remettre son armée dans les rues et dans le ciel pour perpétrer un autre massacre. Le peuple souverain a décidé de prendre son destin en main, comme le lui a suggéré Jean Ping.

Interview exclusive de Thibaut Adjatys, membre de la diaspora gabonaise en France

« ...que les gens nous comprennent bien ce n'est pas une lutte entre Ali Bongo et Ping, mais c'est entre Ali Bongo et le peuple gabonais »

« Echos du Nord » : Cent jours de mobilisation, quel effet cela vous-fait-il ?

Thibault Adjatys : Je vois cela comme une grande première pour la diaspora gabonaise. Jamais une diaspora ne s'est mobilisée autant. Pour nous c'est une fierté. Mais le combat n'est pas terminé parce qu'il faut faire tomber le régime. C'est cela le plus important. Donc nous allons continuer à œuvrer pour que ce régime tombe.



Thibault Adjatys lunette noire et chapeau, lors d'une marche

Comment se sont déroulés ces cent jours de résistance ?

Ce mouvement est né le 27 août après le vote. Avec certains copains nous nous sommes réunis et avons décidé d'attendre les résultats de la CENAP et une fois les résultats de la CENAP connus, nous nous sommes dit qu'il fallait attendre la proclamation par le ministère de l'Intérieur. Suite à ces autres résultats, nous nous sommes tournés vers la Cour constitutionnelle pour savoir ce qu'il en sera. Et dans l'intervalle, à quoi a-t-on assisté ? A des tueries et des violences de tout genre. Voilà ce qui a révolté les gens et le mouvement a pris une autre ampleur, celle que nous connaissons aujourd'hui. Les gens sont venus dire non et leur rejet du régime d'Ali Bongo. Les résultats de la Cour constitutionnelle n'ont ajouté que plus de motivation et de raisons de se mobiliser. C'est ce que vous voyez aujourd'hui.

A une certaine période on a lu dans certains journaux que le mouvement s'était étioilé et que l'hiver aura eu raison des cam-

peurs du Ranelagh. Qu'en est-il ?

Vous remarquez vous même que les gens sont toujours au rendez-vous et le mouvement est plutôt en train de faire un pied de nez à l'hiver. Certes des gens nous ont appelés pour nous dire les raisons pour lesquelles ils ne sont pas réguliers, cela se comprend. Mais le mouvement est toujours là. Il ne peut pas mourir même si le froid est là. Et puis dans chaque groupe il reste toujours un noyau dur, qui lui ne bouge jamais.

Combien êtes-vous à marcher chaque samedi aujourd'hui ?

Le minimum aujourd'hui c'est mille personnes. C'est vrai que ça contraste avec les premières marches où il y avait quatre à cinq fois ce chiffre. Mais c'est vraiment un minimum, car cela fluctue d'une semaine à une autre. Mais la mobilisation est toujours là. C'est le signe qu'on est toujours déterminé.

Avez-vous des contacts avec les Gabonais des

autres villes de France ?

Exactement nous en avons. Et on les relaie dans les réseaux sociaux. Et chaque fois qu'ils organisent des événements, ils nous tiennent informés. Les manifestations se poursuivent dans toute la France, partout où il y a des Gabonais. Ce n'est pas qu'à Paris. Et c'est le grand avantage de ce mouvement. Il y a aussi un grand enseignement à tirer de ce qui se passe aujourd'hui, à savoir qu'en usurpant les élections, Ali Bongo a fait en sorte que les Gabonais qui ne s'intéressaient plus du tout à la politique se sont à nouveau engagés et des personnes qui ne se parlaient plus se retrouvent pour défendre une même cause. Mais cette mobilisation est là pour lui dire au revoir.

De ce qui ressort dans les réseaux sociaux, Adjatys apparaît comme un pilier essentiel de cette organisation. En êtes-vous personnellement honoré ?

Non je ne voudrais pas en être honoré exclusivement. C'est la République qui doit l'être. Et ce sont ensuite tous

ceux qui font l'effort d'être ici tous les samedis qui doivent l'être. Vous savez, je suis de père téké et de mère Obamba. Vous savez ce que cela représente dans notre pays. Je puis également vous dire que ceux qui sont en face sont des personnes dont je connais le fonctionnement. Mais lorsque j'ai décidé de m'opposer à ce régime, c'est parce que j'avais l'intime conviction que ce qu'un régime n'a pas pu faire sur plusieurs décennies de pouvoir, ce n'est pas en sept ans que quelqu'un viendrait tout changer. C'était pour moi impossible. Et le choc est d'autant plus grand que lorsqu'on vient en France et qu'on réalise que le Gabon a tant d'intelligences, des profils aussi variés et qui ne peuvent pas profiter au pays, c'est encore plus révoltant. D'où mon engagement et ma mobilisation. C'est au-delà de la satisfaction personnelle.

Quelles sont les perspectives d'après vous si on se projette dans les semaines et mois qui arrivent ? Et si le départ de Bongo Ondimba Ali tardait à se matérialiser ?

Nous marchons pour qu'Ali Bongo s'en aille le plus tôt possible. Et si ce n'est pas rapidement fait, nous allons intensifier le mouvement. Et que les gens nous comprennent bien ce n'est pas une lutte entre Ali Bongo et Ping, mais c'est entre Ali Bongo et le peuple gabonais. Nous ne sommes plus les Gabonais qu'ils ont connus. Le peuple gabonais est debout et le restera jusqu'à ce qu'il parte.

Propos recueillis par Ramsès Franck

L'EDITORIAL

de Désiré ENAME

Matha, en quête de légalité et de légitimité

« **L'**exercice de toutes (les) libertés est conditionné par le respect de l'ordre public. » Le gouvernement des putschistes rappelle « avec la plus grande fermeté que quiconque sortira de la légalité devra en répondre devant les instances judiciaires ». Et bla, bla, bla...

En somme, Lambert Noël Matha rappelle un principe basique de la soumission, ou plutôt, pour ne pas choquer des âmes révoltées, du principe de l'obéissance du citoyen à la force publique que l'on désigne souvent par « Etat ». Tout ceci est bien. Il ne serait pas offensant, et nous ne croyons pas que nous nous rendrons coupable de quelque grief que ce soit en rappelant au chef des affaires intérieures de la junte militaro-putschiste que toute forme d'obéissance impose à ceux qui l'exigent la reconnaissance. Oui ! Nous, citoyens, acceptons de nous soumettre, pardon, d'obéir à l'Etat, qui se décline dans ceux qui l'incarnent. Mais que l'Etat, c'est-à-dire ceux qui l'incarnent, reconnaisse nos droits. C'est un contrat basique. Incontestablement, le rappel de Matha est essentiel. Et il ne peut que susciter des questions en chaîne.

Le vote est-il un droit ? Si oui, l'administration des élections, c'est-à-dire une de ces nombreuses ressources de l'Etat dont parle Matha, a-t-elle le devoir d'en rendre les résultats selon que les citoyens se sont exprimés dans un sens et pas dans un autre ? Et si ce n'est pas le cas, cette ressource de l'Etat, dont Matha connaît les rouages, puisqu'ayant été au centre des opérations depuis plus d'une vingtaine d'années, est-elle en droit de rendre ce qui n'a pas été l'expression des citoyens ? Poursuivons cette maïeutique, parce que l'intervention de Lambert Noël Matha est d'un intérêt exceptionnel.

Si l'élection est par excellence, pour les citoyens, le lieu du choix entre une ou plusieurs offres de gouvernance, n'apparaît-il pas juste, dans le strict respect de la « légalité », qu'un gouvernement respecte ce choix ? Et qu'il s'incline devant lui, même s'il n'est pas en sa faveur ? N'est-ce pas la leçon que vient d'administrer le Ghana il y a quelques semaines une fois de plus ? S'agissant toujours de la reconnaissance des droits des citoyens. Ces derniers ne sont-ils pas, seuls, en droit de sanctionner lorsque le constat est fait que leurs intérêts ne sont plus représentés sainement ? Et quand le peuple, la somme des citoyens d'un Etat et qui ont des droits reconnus vu le chapelet de droits constitutionnels égrainé par Matha constate que ceux qui tiennent, pour un temps, les rênes de l'Etat sont défaillants, n'a-t-il pas le devoir d'inverser une tendance qui réduit la notion d'Etat à l'autorité que détient un groupuscule, comme le souligne le sociologue français Pierre Bourdieu ? N'est-ce pas ce que les Gabonais, forts du pouvoir que leur accorde le suffrage universel, ont accompli le 27 août dernier ? Lambert Noël Matha, comme beaucoup d'autres cadres, a fait l'autopsie de ce régime. Et si l'on questionne son for intérieur, n'en ressortira-t-il pas, comme pour beaucoup d'autres personnes, la cinglante conclusion que ce régime a failli ? A toutes ces questions, nous laissons à Matha, énarque de son état, le loisir d'y répondre avec intelligence, et sans passion partisane.

Venons-en au problème qu'il pose sur le discours de Jean Ping lors de l'ouverture du dialogue national. Il est facile d'extraire quelques bouts de ce discours et d'en faire une sauce à son goût. C'est fort regrettable ! Ce qui est important ici n'est pas un petit pan non plus. Mais la question de fond à l'origine de ce discours : au nom de quoi Jean Ping peut-il convoquer les Gabonais et leur parler de la nécessité de s'engager pour leur pays ? La réponse est simple. Elle est contenue dans l'entame du mot de la présidente de ces assises, Mme Paulette Missambo : « Le 29 septembre 2016, le Président élu, fort de la légitimité que lui a conférée le peuple gabonais à travers son suffrage, a annoncé sa décision de rassembler toutes les composantes du pays pour décider ensemble de leur destinée commune. »

C'est donc au nom du transfert de légitimité d'un homme, Bongo Ondimba Ali (BOA) — qui n'avait pas déjà été « élu comme on l'entend », dixit Manuel Valls —, que le peuple gabonais a estimé incapable d'assumer plus longtemps ses affaires, vers un autre, Jean Ping, qu'il a élu « comme on l'entend ». C'est ce transfert de légitimité qui impose désormais à Ping de parler au nom de ceux qui la lui ont conférée.

Parlons de la légalité. Lorsque des chiffres d'une élection sont bidouillés avec la complicité active des instances chargées de l'organisation de celle-ci, parmi lesquelles le ministère de l'Intérieur dont Matha était le plus haut cadre actif ; que cela est clairement constaté par des observateurs internationaux qui vont jusqu'à mettre en doute la sincérité des résultats, langage diplomatique pour dire leur fausseté, alors qui est sorti de la légalité ?

Quand Matha aura répondu à toutes nos interrogations, objectivement et intelligemment, nous lui reconnaitrons le droit d'invoquer la sanction constitutionnelle.

Le chaos à nos portes

Stephen Jean Landry

Depuis maintenant deux ans, les personnalités politiques, les partis, la société civile, les syndicats, ne cessent de répéter que si les conditions de transparence ne sont pas remplies au Gabon, il y a fort à craindre que notre pays s'élançe vers l'inconnu. Le chaos est proche de nous, en République démocratique du Congo (RDC), et ça n'arrive pas qu'aux autres. Le 19 décembre est passé. Kabila devrait être parti. Mais il est toujours là. Malgré la Constitution qui lui demande de libérer l'Etat. Il va devoir forcer les choses, à la limite les neutraliser pour qu'elles ne se retournent pas contre lui et ne le quittent finalement pas. Et, ce n'est pas le délai que la Cour constitutionnelle, quinze mois jusqu'en avril 2018, a donné pour la prochaine présidentielle qui apaisera les tensions. Bien au contraire. Pour les Kinois, comme pour Étienne Tshisekedi et ses nombreux partisans, ce délai vise tout simplement à permettre au président Kabila de gagner du temps pour inventer un artifice pseudo-juridique autorisant ce que la Constitution actuelle interdit : une nouvelle candidature du président sortant en 2018. La crise est là, qui procède d'une perturbation dans le rapport de forces entre le peuple et ses dirigeants. Lorsque des dirigeants, minoritaires, désaisissent le peuple, majoritaire, de son pouvoir de décision, c'est ce déséquilibre qui fonde la crise. Et quand il est permanent, comme au Gabon, depuis un demi-siècle, il faut bien s'attendre à ce que l'inconnu s'invite à nos portes un de ces quatre matins. Ce jour-là, il ne suffira pas aux ministres Matha et Massard de venir lire un communiqué en pensant que leurs seuls postillons seront à même d'éteindre les braises de la colère populaire que le système Bongo a allumées depuis 1967. Depuis hier, si Kinshasa est demeurée étonnamment calme, un calme de ville morte, en province, nous apprenons, en revanche, que « cinq rebelles, un casque bleu sud-africain et un policier congolais ont été tués lundi 19 décembre au matin dans des combats à Butembo, dans le Nord-Kivu, à la suite de l'attaque d'une milice contre cette ville de l'est de la République démocratique du Congo. Le bilan des morts a été confirmé par le porte-parole de la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDC (Monusco), les autorités locales, et une source policière ». Des groupes armés milices maï-maï qui disent vouloir chasser du pouvoir le président Kabila.

Les autorités belges invitent leurs ressortissants à quitter le pays. La preuve que le problème ne se résume pas à Tshisekedi, mais embrasse plutôt le manque de confiance des Congolais dans la capacité de Joseph Kabila de se soumettre au principe de l'alternance et du changement. Tout comme le problème, au Gabon, n'est pas Jean Ping, comme veulent l'y réduire les thuriféraires d'Ali Bongo chargés de l'Intérieur et de la Défense. Ils prennent pour prétexte qu'à l'ouverture du Dialogue national pour l'alternance, Ping aurait lancé : « Ici et devant vous, je confirme que nous sommes parvenus au terme de notre démarche de légitimité républicaine. Désormais, tout peut être envisagé... » et aurait poursuivi : « Je dis simplement que la configuration générale laisse la porte ouverte à tous les scénarii. »

Je dis que plus rien ne nous est interdit ». D'abord, Ping a parlé de légalité et non de « légitimité républicaine ». Déjà, à ce niveau, on sait, aujourd'hui, ce que vaut la légalité lorsqu'elle gît dans les mains des institutions occupées par Aboghe Ella, Moubelet Boubeya, hier, et Mborantsuo, depuis toujours. Pour la légitimité, avec le Rapport de la MOE-UE et celui de l'Union africaine, c'est dosé, c'est Jean Ping. Mais, le ministre Matha, flanqué de son collègue de la Défense, et principal collaborateur de BOA à la présidence, a tout de même voulu prendre à témoin « la communauté nationale et internationale sur les risques de dérives que de tels propos pourraient entraîner », rappelant, au passage, que « l'exercice [des libertés de conscience, de pensée, d'opinion, d'expression, de communication, de religion, d'aller et venir] est conditionné par le respect de l'ordre public ».

Toutefois, ce que Matha oublie, c'est que, comme le rappelait Désiré Ename, lundi dernier, la Constitution gabonaise, dans son préambule, est claire : « Le peuple gabonais, conscient de sa responsabilité devant Dieu et devant l'Histoire, animé de la volonté d'assurer son indépendance et son unité nationale, d'organiser la vie commune d'après les principes de la souveraineté nationale, de la démocratie pluraliste, de la justice sociale et de la légalité républicaine, affirme solennellement son attachement aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales tels qu'ils résultent de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, consacrés par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981 et par la Charte nationale des libertés de 1990. »

Que dit donc cette déclaration des droits de l'homme et du citoyen, en son article 35 ? « Quand le Gouvernement viole les Droits du peuple, l'Insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Qu'en pensent Matha, Massard et BOA ? Supprimer les votes de 21 bureaux dans Libreville sans reconvoquer le collège électoral, n'est-ce pas là une violation des droits du peuple gabonais exprimés dans son Code électoral ? Et la liste est longue de ces violations incessantes par le système Bongo. En 50 ans, les Gabonais ont accumulé plus d'un milliard de raisons de se soulever. La dernière élection présidentielle en est la dernière.

Le chaos est, semble-t-il, en train de s'emparer de la RDC. Un vent de rébellions souffle alors que la RDC est secouée par une profonde crise économique et budgétaire. Le retrait de la Banque mondiale compromet le grand projet d'extension du barrage d'Inga. Les mines sont à l'arrêt au Katanga. Le budget, en baisse de près de 15 %, pourra-t-il permettre de boucler les prochains salaires ?

Le pays est en crise, ce n'est pas la faute à Tshisekedi. Le Gabon est en crise, ce n'est pas la faute à Jean Ping. C'est aux dirigeants de comprendre qu'il faut partir, lorsque le peuple ne veut plus d'eux, avant qu'il ne soit trop tard.

Directeur de la Publication

Directeur de la Rédaction

Désiré ENAME

Tel: 05.02.50.73

Directeur de la rédaction délégué

MIHINDOU BISSIELOU

Rédacteur en Chef éditorial

Jean Michel Sylvain: Mail, ansy1114@gmail.com

Rédacteur en chef adjoint

Raissa Oyasseko

Tel: 05.54.40.46

Grand Reporter

Jonas MOULENDA

Grand Reporter 2

Prince Villa

Coordinateur

Pierre Durand

Secrétaire de rédaction Harrys KOMBILA

Analystes: Ramses Frank / SYA/Arthur Page / Zang

Memine

Journalistes : Fam Kesley / Henri Gauthier / Sophie

Beuve Mery / Ledivin / Stephen Jean Landry Contribution

spéciale : Pierre Durand / PLO / Gill Lawson

Responsable Editorial : mfangmwonekang

Impression : MULTIPRESS -

Distribution : SOGAPRESS

Tirage : 20.000 ex.

D.L.B.N N°2359/11/2016

ECHOS DU NORD

CAN 2017

Issa Hayatou veut braver les incertitudes

Par Ramsès Franck

La bouche dégoulinante de sang, sur fond rouge sang, surplombant la photo d'un des jeunes gabonais abattus lors des événements d'août dernier. Ainsi apparaît l'attaquant du Dortmund, Pierre Emeric Aubameyang dans une affiche caricaturale créée par des Gabonais de la diaspora pour appeler au boycott de la CAN. Le rejet de la CAN est unanime. Comment cette compétition peut-elle se tenir au cœur d'une instabilité sur tous les plans ? Au plan politique, la crise électorale est loin de dire son épilogue. Et ce malgré les jérémiades du chef de la junte chargé de l'Intérieur qui, dans une récente communication, affublé d'un des nombreux faire valoir du Chef de la Junte militaro Putschiste, Etienne Massard, a adressé des

menaces à Jean Ping sur les propos du discours lors de l'ouverture du dialogue qui a débuté lundi dernier.

A cause de cette instabilité, Moukagni Iwangou, dans une interview a appelé les responsables de la CAN et de la FIFA et notamment Issa Hayatou, d'envisager une autre terre d'accueil de cet événement. Cela éviterait que cette compétition soit touchée dans sa crédibilité. Par ailleurs, poursuivait le président de l'Union du Peuple Gabonais, il ne serait pas bon que la CAF, comme dans la Rome antique, vienne servir des jeux à un peuple qui pleure ses morts, qui a faim et qui est couvert par d'autres maux dans le seul but de détourner son attention de toutes ces misères. Attitude qui ne conforte que les tenants du régime actuel. Car, à bien regarder, l'on ne comprendrait pas l'obstination des dirigeants de la

CAF à maintenir cet événement au Gabon eu égard à ce contexte rempli d'incertitudes.

Le Gabon est malade. L'analyste MaysMouissi, l'un des plus pertinents du continent, en soulignait encore les souches dans une intervention sur ARTE TV. En somme l'analyste a présenté un pays en faillite mais qui veut se payer le luxe d'organiser un événement au-dessus de ces moyens.

MaysMouissi, souligne que la CAN va coûter près de 400 milliards de FCFA. Mais les paradoxes ne gênent pas le gouvernement de la junte, ce pays vit une crise sociale dont l'intensité croît de jour en jour. Tout dernièrement, sur un besoin de 1290 tables bancs nécessaires pour que les élèves du Lycée Paul Idjendjè Gondjout puissent prendre leurs cours dans des conditions à peu près normales, le ministère de l'Éducation natio-

nale n'a pu en faire livrer qu'à peine une centaine. Les besoins en table-banc sont évalués dans cet établissement à 45 000 000 de FCFA. L'État n'a pu déboursier que 3 000 000 FCFA. Mais cet État va consacrer des centaines de milliards de FCFA pour un mois de distraction.

A ces paradoxes, il y a que les Gabonais ne sont pas toujours remis des pertes humaines qu'ils ont subi. S'ajoute une situation économique où nombre de familles peinent à nourrir convenablement leurs enfants. Cela se manifeste actuellement par l'indifférence des Gabonais à se ruer aux guichets pour se procurer des billets pour les matchs. Les responsables de cette vente auront beau se consoler de ce que les débus sont toujours timides en termes d'affluence, mais ce déni des réalités leur jouera bien des tours sous peu.



D'autres réalités touchent directement le niveau de préparation. Nombre de sites retenus pour cet événement ne sont pas aux normes. Pas de moyens de transports adéquats ; pas d'hôtels. Mais par-dessus tout, la situation politique est la pomme de dis-

corde de cette CAN, qui devient l'événement de tous les risques. Il n'est pas à exclure une prise de position politique plus ferme dans les jours qui viennent. Malgré ce tableau, Issa Hayatou veut s'obstiner et braver toutes ces incertitudes.

Discours d'ouverture de Jean Ping

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique, Honorables invités, Mesdames et Messieurs les membres de la Société civile,

Mesdames et Messieurs, Chers compatriotes, En cette année 2016, le peuple gabonais, à la faveur de l'élection présidentielle, était invité à choisir l'offre politique qui allait déterminer son avenir. En situation normale, cette élection présidentielle aurait pu se limiter à la mise en concurrence des projets des différents candidats et se solder par la victoire du plus convainquant d'entre eux. Mais c'était sans compter avec des hommes et des femmes qui, dans leur imaginaire diabolique, avaient pris le Gabon et les Gabonais en otage, après leur avoir fait subir douloureusement sept (7) années d'amateurisme, d'arrogance, de dictature, de kleptomanie, d'incompétence, de mensonge et de violences gratuites. Dès lors, le Gabon a inexorablement basculé dans l'inconnu et dans l'incertitude. Pour affronter ce pouvoir déterminé à se maintenir par le fer, le feu et le sang, l'Unité de la Nation se présentait comme le plus grand défi que devait relever le peuple gabonais pour reprendre son destin en main. Cette unité de la Nation avait une exigence en forme de préalable : l'Unité de l'opposition dans sa diversité. Face à cette exigence et au péril de la dispersion qui faisait peser un risque réel sur les chances de l'alternance, un panel dirigé par Monsieur Zacharie Mybot, et qui regroupait plusieurs autres dignitaires et personnalités de la République : Jules Aristide BOURDES OGOULIGUENDE, Jean François NTOUTOUME EMANE, Eugene KAKOU MAYANDZA, Rev. Georges NGOSSI, Didjob DIVUNGUI DI DINGE,



Anacle BISSIELO, pour ne citer que ceux-là, avaient pris l'initiative d'inviter l'ensemble des candidats du changement à une démarche unitaire pour l'intérêt supérieur du Gabon. En réponse à cet appel, habités par le même impératif, Guy Nzouba Ndama, Casimir Oye Mba, et moi-même, auxquels s'étaient joints plus tard Léon Paul Ngoulakia et Roland Désiré AB'A-MINKO, avons consenti au renoncement de nos candidatures individuelles et le 16 août 2016, j'ai été désigné comme le candidat unique de l'opposition au pouvoir, donc de l'alternance démocratique, répondant ainsi à cette démarche unitaire que les Gabonais appelaient avec force. C'est le lieu pour moi ici de rendre hommage à ces panelistes sans lesquels rien de tout cela n'aurait été possible. La Nation vous est reconnaissante. Aux candidats qui ont renoncé à leurs légitimes ambitions pour se hisser au niveau des attentes de notre pays, je voudrais leur exprimer ici mon admiration et mon plus grand respect. Aux jeunes et aux femmes de toutes condi-

tions, je voudrais dire toute mon admiration pour le travail multiforme qu'ils abattent jour et nuit. Je leur exprime mes encouragements à poursuivre cette lutte commune pour la libération de notre pays. Que dire de ce magnifique peuple du changement venu si nombreux assister à ce grand rendez-vous patriotique pour échanger entre Gabonais, sur les sujets d'intérêt commun.

Au comité d'organisation de ce Dialogue, j'adresse, au nom de tous les membres de la Coalition pour la Nouvelle République mes sincères félicitations. (Je vous propose un standing ovation). Le 27 août 2016, en réponse à l'unité des forces de l'alternance autour d'une candidature unique, le peuple gabonais s'est massivement rendu aux urnes et a fait clairement le choix de l'unité, de l'alternance et du changement que représentait ma candidature. Désavoué de manière incontestable par le peuple souverain, mais déterminé à s'accrocher par tous les moyens au pouvoir, y compris au prix du sang des Gabonais, Ali Bongo et son clan d'affidés se sont

révélés au monde dans leur véritable nature. Les forces de défense et de sécurité ont été transformées en milices privées, massacrant dans les rues des populations sans armes, aux mains nues. Enlevant et séquestrant des centaines d'autres. Les organes en charge de la gestion de l'élection présidentielle, notamment la Cénap et la Cour Constitutionnelle ont été pris en otage par des femmes et des hommes assujettis à Ali Bongo, pour falsifier les suffrages des Gabonais et tenter vainement de légaliser le Coup d'État militaro-électoral qu'ils avaient décidé de perpétrer. Et le Gabon s'est retrouvé endeuillé. Nous sommes en deuil, mes chers compatriotes, nous sommes en deuil parce que Marie Madeleine MBORANT-SUO a fait le choix troublant de transgresser l'interdit. Oui, l'interdit du baptême républicain, celui par lequel la République organise l'espace temporel, met en place les mécanismes qui permettent l'exercice du Pouvoir pour le Vivre ensemble. En effet, en proclamant le vendredi 23 septembre 2016, la victoire en

faveur de son fils Ali BONGO ONDIMBA devant Dieu et devant le peuple gabonais, et prenant à témoin la Communauté Internationale, la Présidente de la Cour Constitutionnelle, venait de poser l'acte de négation du peuple gabonais et de sa souveraineté. Par-delà cet acte ignoble, elle venait également de défier sans élégance la Communauté Internationale gardienne de la souveraineté des peuples et de la stabilité du monde libre. Ces deux situations d'infamie majeure, du 27 Août et du 23 Septembre 2016, qui marqueront à jamais notre mémoire collective et s'inscriront à l'encre indélébile dans notre histoire commune, ont scandalisé notre intelligence et ébranlé nos convictions morales profondes. L'ampleur de ces deux situations apocalyptiques, ont été d'une telle violence psychologique qu'elles ont détruit chez beaucoup de nos compatriotes encore sous le choc, la consternation et la torpeur, le noble sentiment d'appartenir à notre communauté, la communauté gabonaise. Le traumatisme national, que ces deux situations ont généré, nous invitent à l'urgence. L'urgence d'un travail d'exorcisme collectif, pour reconstruire les cœurs des pères, des mères et de la jeunesse encore meurtris jusqu'à ce jour, en espérant leur apporter la résilience nécessaire à une vie normale. Ce travail est plus que nécessaire, car pour rentrer dans la nouvelle République, nous avons besoin de toutes les ressources, surtout les ressources humaines, parce que les attentes de nos compatriotes sont immenses et justifiées. Mesdames et Messieurs, Depuis mon élection à la Présidence de la République, avec l'appui et le concours de tous, j'ai tout mis en œuvre pour donner aux institutions nationales une chance de s'am-

der. Nuit et jour, je me suis investi pour tenter de rétablir le lien entre l'appareil d'État et le peuple gabonais, entre la justice et vous, entre notre armée et vous. Ce lien, j'ai voulu aussi le rétablir entre les élus du suffrage universel et leurs électeurs trop souvent floués par un système perverti par des mal-élus ou des non-élus. Malheureusement, j'ai dû faire face à des considérations d'un autre âge, d'une autre époque. J'ai dû me heurter au mépris pour la souveraineté populaire, à l'absence de culture républicaine et au primat de l'intérêt personnel qui habite malheureusement encore une bonne partie de la classe politique habituée à l'argent et aux privilèges faciles. Il y a une semaine, jour pour jour, la Mission d'observation électorale de l'Union européenne rendait son rapport sur l'élection présidentielle du 27 août dernier. Sur la base de constatations et de données recueillies sur le terrain, ce rapport confirme ce que nous avons toujours affirmé sur cette élection. De manière incontestable, il démontre que c'est votre candidat, Jean Ping, qui est sorti le vainqueur de cette élection présidentielle. Durant tout le processus électoral, malgré les réserves aujourd'hui confirmées que nous avions sur l'impartialité des institutions, encouragés en cela par la communauté internationale, nous avons fait le choix de la légalité républicaine. C'est tout à notre honneur et nous ne le regrettons pas. Au terme de ce processus régulier, j'invite les partenaires du Gabon et amis du peuple gabonais à prendre leurs responsabilités, toutes leurs responsabilités. Je leur demande de tirer toutes les conséquences de ce rapport qu'ils devraient s'en approprier pour montrer l'exemple (notamment en prenant des sanctions ciblées).

Suite en page 8

Can 2017

La compétition voulue par BOA prend la tournure d'un fiasco économique

Par Jean Michel Sylvain

La Coupe d'Afrique des nations de football édition 2017 (Can 2017), que BOA veut organiser coûte que coûte au Gabon à partir du 14 janvier prochain, restera dans les annales comme un fiasco économique doublé d'une faillite morale. Le succès économique de toute compétition internationale se mesure le jour de l'ouverture de la vente des billets. Pour ce qui est de la Can 2017, elle a eu lieu il y a quelques jours. La

junte a dû constater ce jour-là que cette opération (la Can 2017) ne générera pas beaucoup de recettes. Les 512 000 billets proposés à la vente n'ont pas trouvé preneur. Malgré les prix qui ont été réduits au minimum, puisqu'il suffit de 500 FCFA (moins d'1 euro), pour pouvoir avoir le droit d'aller suivre un match de cette compétition. Malgré un tapage médiatique sans précédent. Les stations provinciales de Radio Gabon étant elles aussi mises à contribution. Ce qui n'était pas le cas

lors de la Can 2012, co-organisée avec la Guinée Equatoriale. L'échec de l'opération a fini par s'imposer à la junte. La rentabilité d'une compétition qu'elle soit internationale ou nationale se juge à partir de plusieurs critères. A savoir : la rentabilité des infrastructures liées à la compétition sur le long terme, le nombre de touristes étrangers venus pour la circonstance et, bien sûr, les recettes directes générées par la compétition. Ces recettes se décomposent en bille-

terie, sponsoring, droits de diffusion et publicité. Pour ce qui est de la Can 2017, tous ces paramètres sont quasiment au rouge. En tous cas, les chiffres qui seront atteints ne parviendront pas à tenir la corde par rapport à d'autres éditions de la Can.

La billetterie d'abord. Elle ressemble à une grande braderie. Les prix pratiqués sont sans commune mesure avec ce qui s'est toujours fait sur le continent. Au Gabon en 2012, on n'avait pas atteint une telle absurdité en matière de prix des

COCAN
GABON2017

places. La junte, qui sait que les Gabonais se détournent royalement de toutes ses initiatives, a choisi de proposer les matchs à 500 FCFA. Avant, peut-être, au regard de la défiance du peuple gabonais à son égard, de devoir renoncer totalement à cette somme en ouvrant tout simplement les portes des stades à toutes les personnes désireuses de s'y rendre. La vente des billets, dans ce cas, ne produira rien. Or, c'est un poste de recettes très important qui concourt à l'amortissement partiel des investissements réalisés. D'ailleurs, la Confédération africaine de football (Caf) élabore son budget en intégrant, dans une proportion importante, les recettes issues des ventes des billets d'accès de tous les stades de football du continent africain. Pour sa compétition phare, la Can, elle fixe d'avance le montant de sa cote part sur la vente des billets, que les organisateurs doivent lui reverser. Les turpitudes de BOA en réduisant à zéro ce poste de recettes ne la concernent pas. BOA, en fixant des prix qui ne tiennent pas compte de la réalité, va devoir puiser dans les fonds publics pour payer la cote part de la Caf. C'est une stratégie absurde. Cette absurdité milite plus que tout autre argument pour une délocalisation de la Can 2017. Le public à qui elle est adressée et qui doit participer à son financement en achetant les billets n'en veut pas. Le signal du match international joué début octobre à Franceville, chef-lieu de la province du Haut-Ogooué, dans un stade quasiment vide, malgré la gratuité des places, aurait dû inspirer la junte. Les droits de diffusion sont ensuite le second poste générateur de recettes. Comme la billetterie, ce secteur ne rapportera pas grand-chose au Gabon. Le groupe françafricain Lagardère, qui détient ces droits, avait prévu de les vendre aux télévisions africaines à 900 millions de FCFA. Il y a quelques jours, et sans donner plus d'explication, Lagardère a annoncé avoir divisé ce montant par 100. Les télévisions nationales africaines qui sont les principaux diffuseurs de ce spectacle devront désormais payer 9 millions de FCFA seulement pour couvrir

l'événement. Or, une partie de ces droits recueillis par le groupe françafricain est reversée au pays organisateur et à la Caf. Le Gabon, au lieu de recevoir des royalties liées à la vente des images de la Can 2017, va devoir mettre, une nouvelle fois, la main à la poche pour compenser le manque à gagner de la Caf et du groupe françafricain. L'un et l'autre n'étant nullement des philanthropes. Seule consolation pour BOA et Issa Hayatou, le président de la Caf, Total, le groupe qui finance les dictateurs africains, a mis des centaines de milliards sur la table pour financer l'opération. C'est sans doute cela qui a guidé leur volonté commune d'organiser à n'importe quel prix la Can au Gabon. Car une bonne partie de cette manne entrera dans les poches de BOA et sans doute du très sulfureux Issa Hayatou. L'analyse sans complaisance de l'économiste gabonais Mays Mouissi du budget du commissariat à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (Cocan) ne laisse aucun doute sur l'objectif de détournement affiché. L'économie gabonaise ne tirera rien de cette compétition. Cette baisse des recettes liées à la billetterie et à la vente des droits de diffusion ne pourra pas être compensée par le secteur touristique, le Gabon ne s'étant pas préparé à recevoir des touristes en nombre. Gabontour, qui est l'outil de cette mobilisation des touristes à travers le monde, est fermé. Le personnel n'est plus payé depuis plusieurs mois. La baisse des recettes ne pourra pas non plus être compensée par l'exploitation à long terme des infrastructures construites. Le stade d'Oyem, d'une capacité de 20 000 places, situé à 17 km de la ville, ne pourra pas être rentabilisé après la Can 2017. Le coût pour s'y rendre pour suivre un match de football est hors de portée des supporters des équipes de football évoluant dans le championnat gabonais. Ce sera la culbute pour le Gabon. Il devra payer pour pallier les choix économiques absurdes de BOA liés à cette compétition. Tout voyant sa cote part de recette réduite à la portion congrue. Si ce n'est pas à néant !

Développement

La politique agricole du Gabon se résume à « une foire »

Par JMS

Le singe fou de Ndendé, le putschiste Yves Fernand Manfoumbi, patron de presse, sans doute pour préparer son ambition présidentielle, par ailleurs membre de la junte chargé de l'Agriculture et du projet « Graine », a clos, le 17 décembre, la Foire agricole de Libreville. On cherche encore l'objectif assigné à cette manifestation par le porte-parole autoproclamé des membres du bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG) pour la province de la Ngounié. Ce qui est sûr, par contre, c'est que fait sous ce format-là, la Foire agricole de Libreville ne peut pas être ce vecteur de la nouvelle politique, comme l'a indiqué pompeusement le volubile putschiste dans une tribune fleuve au quotidien gouvernemental « L'Union », à la veille de l'ouverture de cette manifestation. Pour qu'elle joue ce rôle à l'image de ce qu'est le Salon de l'agriculture à la France, la junte doit aller au-delà des mots. Le Gabon dispose de nombreux atouts pour impulser un véritable développement agricole. Le premier d'entre eux est un personnel qualifié en nombre. Contrairement à l'idée communément répandue, ce pays possède déjà des ingénieurs et des techniciens agricoles en quantité suffisante. Bien utilisés, ils peuvent très rapidement relever le défi du développement de l'agriculture. Sauf que le déploiement de ce personnel de manière efficiente bute sur « la raison d'Etat ». C'est-à-dire la géopolitique. Le chef de la junte a parfaitement compris le système imaginé par son père Omar Bongo Ondimba, qui consistait à donner des responsabilités non pas en



fonction des compétences, mais de l'appartenance ou non au PDG. Une telle stratégie d'encadrement ne sied pas dans un secteur aussi technique que l'agriculture. La conséquence est que les « meilleurs cerveaux » du secteur agricole gabonais sont partis voir ailleurs. On les retrouve aujourd'hui dans la hiérarchie de la Banque africaine de développement (BAD), à l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), voire dans de nombreux centres de recherche internationaux.

Ce vide fait désormais le bonheur de la très coloniale Agence française de développement (AFD). Dans la stratégie agricole que cette structure françafricaine développe au Gabon, elle présente des packages globaux en termes de financement de projets. Sur la base infondée d'une prétendue faiblesse qualitative et quantitative des ressources humaines au Gabon, l'AFD amène dans tous les projets qu'elle finance des ingénieurs et techniciens français. Pas toujours ce que la France produit de meilleur. Mais plutôt des « mercenaires » en manque d'exotisme. Le coût de cette main-d'œuvre expatriée pouvant représenter entre 40 et 50 % de l'enveloppe du projet. Il est clair qu'on ne peut pas développer l'agriculture en ayant recours à une telle stratégie. L'échec actuel des pro-

grammes développés par l'Institut gabonais d'appui au développement (Igad) depuis 1992, la mise en œuvre grotesque du projet « Graine » qui prend plus la forme d'une opération à grande échelle de déforestation — 140 bulldozers acquis pour planter banane et manioc (?) — et non la forme d'une action agricole concrète, sont autant d'erreurs qui n'auraient pas été possibles si l'expertise locale dont dispose le ministère de l'Agriculture avait été sollicitée.

La foire de Libreville devait être l'occasion de présenter ce savoir-faire. Surtout de faire comprendre aux agriculteurs présents et non présents qu'ils peuvent désormais compter sur eux pour les accompagner dans le développement de leurs activités. A condition que la junte les « arme » convenablement. La Foire agricole de Libreville, placée judicieusement en fin d'année, devait aussi être l'occasion de faire un bilan. Le putschiste Manfoumbi a donné des chiffres qui sont justes en matière des importations des produits vivriers : 300 milliards de FCFA chaque année. Malheureusement, il s'est contenté de cela sans indiquer le chemin à suivre pour réduire un tel déficit. Evoquer le projet développé par l'Igad, « Prodiag », ou le projet « Graine » du groupe Olam, comme une solution pour faire face

à ce déficit abyssal, est tout simplement faire preuve d'amateurisme et d'ignorance au mieux. Si le saltimbanque avait pris soin de faire un audit impartial de ces deux projets, il se serait aperçu très rapidement que le Gabon est très loin du compte. Et compter sur de tels canards boiteux pour relever le défi de la sécurité alimentaire ressemble, dès lors, à de l'utopie. L'Igad a un talent certain pour la production « des rapports en couleur » n'ayant malheureusement aucune prise sur la réalité. Quant au projet « Graine », c'est tout simplement une absurdité autant économique qu'agronomique. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour dans l'Ogooué-Ivindo, le Woleu-Ntem et l'Estuaire où théoriquement, d'après « les rapports en couleur » de l'Igad, le « Prodiag » est déployé. L'on s'apercevra très vite qu'il n'y a plus d'activité depuis fort longtemps sur ces sites. A se demander, dès lors, d'où proviennent les chiffres de production et de revenu avancés par l'Igad dans ses documents ? L'absurdité « Graine » est plus grandiloquente. Nulle part au monde, en zone tropicale, on a développé un projet agricole avec l'appui de 140 bulldozers. Ce sont des sols fragiles au sens pédologique. Ils s'accommodent mal d'un mode de préparation de terrain au bulldozer. Au Brésil où cette technique est utilisée, le « déforestage » se fait la lame du bulldozer étant à 50 cm au-dessus du sol. Ce n'est pas ce que fait Olam dans les sites « Graine ». Le résultat ne peut pas être au rendez-vous dans ce cas. A l'image de cette banane-raise de Sougdzap, non loin du stade d'Oyem, qui peine à se développer. La couche arable dudit sol ayant été enlevée lors de la déforestation de ce site. Nous y reviendrons.

Discours d'ouverture de Jean Ping

Suite de la page 6

Je le demande, non pas parce que j'ai peur ou parce que je nous sens faibles ; je le demande parce que j'ai conscience de la responsabilité historique des principaux partenaires du Gabon. Je l'exige parce que je mesure la solidité de nos liens et la portée des valeurs que nous avons désormais en partage. La démocratie, valeur cardinale dans tout pays normal, ne doit pas être à géométrie variable. Dans ce grand village planétaire, il n'y a pas de démocratie pour les Noirs et une autre démocratie pour les Blancs. Il n'y a pas de démocratie pour l'Occident et une autre démocratie pour l'Afrique. La démocratie c'est la démocratie, c'est-à-dire des valeurs universelles. Ici et devant vous, je confirme que nous sommes parvenus au terme de notre démarche de légalité républicaine. Désormais, tout peut être envisagé. Plus que jamais, aucune option ne doit être écartée. Toutes les hypothèses sont sur la table. Grâce à vous et avec votre soutien, nous devons prendre notre destin en main, oui nous devons prendre notre destin en main. La résistance est en marche, ne lâchons rien et allons jusqu'au bout. Mesdames et Messieurs, Rendre au peuple sa souveraineté est le premier défi qui se présente à nous ici et maintenant. Les Gabonais qui espéraient faire changer les choses par leurs bulletins de vote, croyaient que le vote était supérieur à la force des armes. La junte au pouvoir lui a brutalement répondu que c'est plutôt par la force des armes que les choses doivent demeurer en l'état. Nous continuons de croire en la Démocratie parce que nous sommes des Démocrates. Etre démocrate, c'est rendre l'horizon de l'indispensable Etat de droit possible. Mais, c'est aussi croire en la République. Or, défendre la République, c'est rechercher l'inté-

rêt général, et le préférer à l'intérêt personnel. Le 27 août dernier, le peuple gabonais a clairement fait le choix de la démocratie et de la République. Mais, depuis ce mois de septembre 2016 de triste souvenir, son espérance, née de la victoire de son choix dans les urnes, s'est transformée en une colère profonde et compréhensible. Messieurs les Présidents, Excellences, Mesdames et Messieurs, Chers compatriotes, Je vous remercie d'avoir répondu aussi nombreux à notre invitation au Dialogue national pour l'alternance que nous avons décidé d'organiser, en réponse à la très grave crise politique que traverse notre pays en tant que Nation. En effet, depuis le 31 août dernier, au mépris du rejet massif que lui a clairement exprimé le peuple gabonais à travers son vote, Ali Bongo tente par tous les moyens de se maintenir coûte que coûte au pouvoir. Et pour cela, il ne recule devant rien. A son initiative diabolique, l'armée de la République dont la vocation est de défendre le pays, a été infiltrée par des mercenaires et transformée en milice à son service personnel. Des Gabonais sans armes, souvent très jeunes, ont été assassinés par des hommes vêtus des uniformes des forces de défense et de sécurité de notre pays. Des armes achetées avec l'argent de nos impôts pour assurer notre protection ont été utilisées pour massacrer nos compatriotes. Le 31 août 2016, à l'annonce des résultats frauduleux par le Ministre de l'Intérieur, les populations Gabonaises qui avaient très largement voté pour moi, se sont spontanément mises dans la rue pour manifester une colère rarement vue jusque-là.

L'Assemblée Nationale a ainsi été incendiée dans la nuit du 31 août au 1er septembre 2016 avec, paraît-il, la complicité des pouvoirs publics pour justifier l'attaque

meurtrière de mon QG de campagne. Quelle attitude criminelle ! En réponse à cette colère des citoyens floués dans leur expression démocratique, le pouvoir a tout bonnement donné l'ordre de tirer à balle réelle. Une répression sanglante a ainsi été perpétrée par les escadrons de la mort et autres milices en armes. De l'aveu du Gouvernement, près d'un millier de personnes, dont plus de 700 pour la seule ville de Libreville, ont été arrêtées et maintenues en détention pendant plusieurs jours dans des conditions dignes du règne animal. En écoutant les récits de ceux qui ont eu la malchance de se retrouver au mauvais endroit au mauvais moment, l'on a de la peine à croire que notre pays ait pu produire de tels monstres. Aujourd'hui, l'opposition au pouvoir est majoritairement constituée de personnalités qui, pour la plupart, ont participé à la gestion de notre pays et je ne m'y soustrais pas en le disant ; j'y prends toute ma part. C'est pour cette raison que j'ai toujours considéré notre engagement et notre détermination comme une voie de rédemption ; oui, une voie de rédemption pour chaque homme et pour chaque femme qui a contribué volontairement ou involontairement à créer ces monstres. Mais comment a-t-on pu, des années durant laisser évoluer, à nos côtés, des monstres pareils ? La question qui vient à l'esprit face à ce déferlement de violence est : qu'est-ce que le Gabon a fait à cet homme, à qui il a pourtant tout donné, pour qu'il ait pu ordonner pareilles atrocités sur un peuple qu'il prétend vouloir gouverner. Sommes-nous encore des humains ? Au cours de cette même nuit du 31 août au 1er septembre 2016, l'immeuble abritant mon Quartier Général (QG) de campagne a été attaqué par un Hélicoptère de la Garde présiden-

tielle, pris d'assaut par des militaires de ce même corps, ainsi que des miliciens encagoulés. Durant plusieurs heures, cet immeuble a été saccagé par ces hommes en armes, tuant plusieurs personnes dont les corps ont été emportés par les assaillants. 26 personnes ont été prises en otage sur les lieux par la Gendarmerie nationale, sur ordre du pouvoir, durant plus de 36h. Plusieurs corps ont, dans les jours et semaines qui ont suivi, été découverts dans les différentes morgues de Libreville. Et pour quelque peu adoucir le sinistre exploit de ses mercenaires, le pouvoir ensanglanté n'a déclaré cyniquement que six (6) morts au total, sur toute l'étendue du territoire. Ce bilan, comme vous l'imaginez, est très fantaisiste, la rumeur qui, dans les pays dictatoriaux sert toujours de baromètre vraisemblable, parle de près de 300 morts dans l'ensemble du territoire. Certains corps auraient même été jetés dans l'estuaire (entre Libreville et la Pointe Denis), d'autres enfouis dans des fausses communes quand certains n'ont pas été tout simplement incinérés. Que dire des arrestations arbitraires, des séquestrations, des tueries et des intimidations qui sont devenues le lot quotidien des paisibles Gabonais. Nous avons encore été édifiés par la tentative d'enlèvement (tenez-vous bien !) dans son domicile du campus universitaire de l'un de mes avocats, Maître Eric IGA IGA qui n'a eu la vie sauve qu'en allant trouver refuge dans une ambassade d'un grand pays ami. C'est le lieu ici de remercier solennellement cette Haute représentation diplomatique pour avoir offert à cet avocat l'hospitalité. Au service du dictateur impénitent, les juges de la Cour Constitutionnelle ont délibérément violé leur serment. Ils ont trahis le peuple gabonais en osant proclamer en son nom quelqu'un qui n'a

jamais été élu président de la République et l'infamie s'est achevée lorsqu'ils reçurent honteusement le serment de ce faux président dont chacun d'eux savait dans le silence de sa conscience inhibée, et par les faits en leur possession, qu'il n'est qu'un imposteur dans cette haute fonction. Et pour couronner leur forfait, ils allèrent, en colonne couvée, remercier le Seigneur à la cathédrale Sainte-Marie de leur avoir permis d'accomplir cette prouesse antirépublicaine. Comble de sacrilège, la patronne de la Tour de Pise n'a pas trouvé mieux que d'aller s'incliner à Lourde.

Voilà le Gabon que cherche à offrir à notre jeunesse ceux qui sont sensés incarner les hautes institutions de la République ! Depuis lors, les libertés individuelles, la justice et l'Etat de droit, qui constituent le fondement de notre vivre ensemble sont malmenés comme jamais. Désormais, on ne compte plus le nombre de Gabonais qui, menacés dans leur intégrité, ont été contraint à l'exil. J'en profite ici pour rendre un hommage mérité à tous nos compatriotes des différentes diasporas qui mènent un combat admirable et honorent ainsi notre pays. Qu'ils sachent que le peuple gabonais, ici, ne l'oubliera pas. Il ne l'oubliera pas, parce que ce combat qu'ils mènent avec courage et détermination en dehors de nos frontières, est celui de nous tous. Je les exhorte vivement à œuvrer au sein du Conseil Gabonais de la Résistance pour que ce combat qu'ils mènent avec héroïsme ne soit pas vain. Je voudrais en profiter pour rappeler que ce Conseil Gabonais de la Résistance est notre affaire à tous, il constitue un outil indispensable de la Coalition pour la Nouvelle République. Voilà pourquoi nous devons veiller à ce qu'il soit le plus efficace possible.

A suivre

